

4 Économie

Construction de 8 centrales solaires hybrides dans 8 villes de l'intérieur du pays

La CDC signe un contrat avec Ausar Energie

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

D'un coût global de 4 milliards de francs, la réalisation de ce projet d'hybridation énergétique permettra aux particuliers et aux entreprises installés dans les localités cibles (Ovan, Makokou, Booué, Minvoul, Ndjolé, Bitam, Medouneu et Mékambo) de bénéficier d'une électricité sans crainte de délestage, pour un prix identique tout en réduisant significativement les dégâts sur l'environnement.

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) du Gabon et Ausar Energie, filiale du géant français Engie, ont signé hier, à l'hôtel Radisson Blu de Libreville, deux contrats. Le premier concerne la construction de 8 centrales solaires hybrides dans 8 villes du Gabon pour une puissance cumulée de 2,8 Mégawatt. Le second, quant à lui, porte sur la mise en location, pour



Photo : Jean Madouma

Le ministre de l'Energie présent à la signature de partenariat entre CDC et Ausar Energie.

une période de 15 ans, à la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), des dites centrales au terme de leur construction. Les documents ont été paraphés par l'administrateur directeur général de la CDC, Herman Régis Nzoundou Bignoumba, le président d'Ausar Energie, Franck-Thierry Tannery, le directeur général délégué de la SEEG, Marcellin Masila Akendengue, en présence du ministre de l'Eau et de l'Energie, Patrick Eyogo Edzang. Le contrat de construction

de centrales hybrides se traduira par la livraison de 8 systèmes de production d'électricité d'origine solaire. Ces centrales sont dites Fuel Save car elles ont pour finalité de réduire la consommation en fuel des centrales thermiques exploitées par la Société d'énergie et d'eau du Gabon. « Ce projet dont la construction démarrera dans quelques semaines contribuera à la politique volontariste de la République du Gabon d'avoir recours aux énergies



Photo : Jean Madouma

Echanges de documents entre les deux responsables.

renouvelables, solaire ou hydroélectrique, pour renforcer les capacités énergétiques du pays », a indiqué le président d'Ausar Energie. En effet, le projet permettra d'économiser 1 million de litres de fuel par an, soit 2 600 tonnes de CO2 en termes de bilan carbone, et de réduire ainsi les coûts de production de la SEEG de 30%. Les centrales solaires seront dimensionnées selon les caractéristiques de la demande énergétique locale. Elles réaliseront donc

un mix-énergétique par un dosage optimal, en fonction de la puissance installée et de l'appel de charge, entre énergie d'origine solaire et énergie thermique. La phase actuelle du projet porte sur 8 villes de l'intérieur du pays : Ovan, Makokou, Booué, Minvoul, Ndjolé, Bitam, Medouneu et Mékambo pour un coût global de près de 4 milliards de francs. La priorité donnée à ces villes résulte d'études qui ont été menées en partenariat entre la SEEG et le

groupe Ausar Energie, filiale du groupe Engie, sur commande du ministère de l'Eau et de l'Energie. Sur un plan général, la réalisation de ce projet d'hybridation énergétique permettra aux particuliers installés dans les localités cibles de bénéficier d'une électricité sans crainte de délestage, pour un prix identique tout en réduisant significativement les dégâts sur l'environnement. De même, les entreprises locales seront assurées d'une fourniture en électricité de qualité sur un horizon compatible avec le déploiement de leurs investissements. « A travers ce projet, la CDC remplit ainsi son rôle d'accompagnateur des politiques publiques, en favorisant notamment la transition vers une économie résiliente et faible en carbone, telle que prônée par le chef de l'Etat, président de la République, Son Excellence Ali Bongo Ondimba », a indiqué le directeur général de la CDC.

1er conseil d'administration de la Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab)

Les nouveaux projets de textes validés

AEE
Libreville/Gabon

LE premier conseil d'administration de la Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab) s'est tenu vendredi dernier au siège social. Il était question pour le directeur général de la Caistab, Ismaël Ondias Souna, de présenter au PCA Chan-

tal Mebaley et aux différents administrateurs, les projets de textes portant statut de la « nouvelle » Caistab, pour validation. « Avec ce Conseil d'administration, il est désormais permis à la direction générale de valider ses projets (...), et son budget d'investissement avec une instance de gouvernance adéquate », s'est réjoui le DG de la Caistab. Ismaël Ondias Souna a ensuite expliqué le dérou-



Photo : Abel Eyeghe

Le directoire de la Caistab, au terme du Conseil d'administration.

lement des travaux: « les administrateurs ont découvert ce que c'était la Caistab et les nouveaux textes que nous avons proposés et qui ont été validés. Les anciens étant devenus archaïques et ne répondant plus au contexte actuel. Nous avons également présenté les axes stratégiques de développement de l'année 2018-2019 qui ont tous été validés aussi. » Ces nouveaux textes décri-

vent les axes stratégiques de la politique de la Caistab : maîtrise des charges de péréquation, la sécurisation de ressources hydrocarbures de la Caisse, réhabilitation et relance de la production café-cacao. Et concernant les ressources humaines, l'on cite la modernisation de l'outil de production de la Caistab et l'amélioration des conditions de travail du personnel.

Mesures d'austérité

L'USP exige les résultats de l'audit de la Fonction publique

AEE
Libreville/Gabon

L'Union sacrée pour la patrie (USP) a fait, vendredi dernier, à Libreville, une déclaration dans laquelle elle exige « la publication des résultats de l'audit de la Fonction publique et du fichier de

solde, ministère par ministère, administration par administration et service par service ». La satisfaction à cette exigence, selon le porte-parole de l'USP, Erisco Mvou Ossialas, devrait permettre « de restaurer la confiance qui devrait régner entre partenaires, pour l'atteinte des objectifs clairs et réalistes, au profit des tra-



Photo : Abel Eyeghe

Les membres du bureau de l'USP face à la presse.

vailleurs et du Gabon. » Par ailleurs, Mvou Ossialas a demandé au ministre de la Fonction Publique « de respecter les travailleurs et leurs droits, par l'application stricte des textes et lois de la République, plutôt que d'imposer une dictature au sommet de l'administration en violation permanente des droits des

fonctionnaires régis par des lois ». Tout en saluant les décisions prises par le Fonds monétaire international (FMI) d'octroyer une 2e tranche au Gabon, en vue de la relance économique du pays, Erisco Mvou Ossialas a appelé le gouvernement à plus de rigueur dans la gestion de cet appui budgétaire.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 07/08/2018				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	06/08/2018	5 467,56
USD	1,1543	1USD =	568,273	1 USD	585,881	DOW JONES	06/08/2018	25 434,03
CAD	1,5032	1CAD =	436,374	1 CAD	464,915			
JPY	128,6800	1JPY =	5,098	100 JPY	538,441			
GBP	0,8928	1GBP =	734,719	1 GBP	783,540			
CHF	1,1513	1CHF =	569,753	100 CHF	60 744,59			
ZAR	15,4967	1ZAR =	42,329	100 ZAR	4 473,17			
MAD	10,9485	1MAD =	59,913	1 MAD	63,28			
CNY	7,9066	1CNY =	82,963	1CNY	85,45			
KES	116,1100	1KES =	5,649	1KES	5,82			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
07 Août 2018: 73,90

CHANGEMENTS
Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>